

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

DSK et la démocratie

- Politique -

Date de mise en ligne : samedi 27 novembre 2010

Démocratie & Socialisme

Le néolibéralisme est en pleine crise. Pour tenter désespérément de le sauver, certains proposent une fuite en avant qui ne peut que mener à la catastrophe. Dans ces récentes déclarations, DSK s'inscrit, malheureusement, au nombre des partisans de cette fuite en avant.

Dans cette optique, le suffrage universel est vidé de son sens : tant pis si 60 % des électeurs ne votent pas ou votent blanc dans la mesure où les intérêts des « marchés financiers » sont préservés.

La Commission européenne est actuellement soumise à un contrôle, pourtant extrêmement léger, du Parlement européen élu au suffrage universel. C'est intolérable pour DSK car cela pourrait finir par entraîner une crise politique dangereuse pour les intérêts des banques et des spéculateurs. Il propose donc de créer une institution européenne qui décide des budgets de chacun des pays européens et qui soit totalement indépendante du suffrage universel.

DSK, la Grèce et la démocratie

Aux dernières élections locales grecques, l'abstention et le vote blanc ont atteint des records : 54 % d'abstentions (alors que le vote est obligatoire, sous peine d'amende !) et 6 % de votes blancs ou nuls. A Athènes, l'abstention culmine à 66 % et le vote blanc à 11,6 %.

15 % des suffrages exprimés sont allés aux partis de gauche qui, tel le KKE (le parti communiste grec), refusent l'austérité.

Les partis prônant l'austérité (de droite ou de gauche) ne totalisent donc que 34 % des suffrages des électeurs grecs inscrits : 40 % des suffrages exprimés dont il faut déduire les 6 % des électeurs inscrits ayant opté pour les partis de gauche refusant l'austérité.

Le parti de Papandréou, le PASOK recueille, au total, moins de 20 % des voix des électeurs inscrits. Ce sont les suffrages d'une partie du salariat qui a voté sans le moindre enthousiasme pour tenter de limiter la casse en sachant qu'une austérité de droite serait encore pire que l'austérité actuelle. Difficile, donc, de trouver un rejet plus massif de sa politique de soumission aux banques, aux spéculateurs, à l'Union européenne libérale, à un FMI tout aussi libéral.

Ce n'est pas du tout la vision de DSK qui déclarait, le 15 novembre, sur France Inter que « le gouvernement en place, avec le programme du FMI, a été compris par l'opinion et que l'opinion est derrière le gouvernement ». Avec moins de 20 % des électeurs inscrits qui le soutiennent, DSK estime que l'opinion est derrière le gouvernement Papandréou !

Il précise même « Ce n'est jamais arrivé que, malgré un programme aussi dur que celui que les Grecs sont amenés à supporter, on arrive à faire comprendre à la population que c'était nécessaire et que finalement, en majorité, elle soutienne le gouvernement en place ». Le Parti Socialiste Grec, le PASOK, obtient moins de 20 % des suffrages des électeurs inscrits, 60 % des Grecs s'abstiennent ou votent blanc, mais, pour DSK c'est la majorité de la population qui soutient le gouvernement en place !

DSK, l'Union européenne et la démocratie

Dans un discours, le 19 novembre à Francfort, DSK s'est prononcé pour une plus grande « intégration de l'Union européenne ». Mais, pour DSK, cette intégration signifie encore moins de démocratie pour les institutions européennes qui en sont déjà pourtant très éloignées. Le Parlement européen, la seule institution européenne élue au suffrage universel est aussi celle qui détient - et de loin- le moins de pouvoir. Toutes les autres, la BCE, la Commission, la Cour de justice, Les Conseils des Ministres n'ont qu'un rapport très lointain avec la démocratie et les comptes à rendre aux citoyens.

Dans ce discours, DSK prône « la création d'une autorité budgétaire centralisée, aussi indépendant politiquement que la Banque Centrale Européenne ». Il précise que cette « autorité fixerait les orientations budgétaires de chaque pays membre ». L'indépendance de la BCE est une fable. C'est devenu aveuglant avec la crise bancaire et celle des dettes publiques. La BCE est, certes, totalement indépendante des décisions démocratiques des citoyens. Elle est par contre, entièrement soumise à la volonté des « marchés financiers », c'est-à-dire des spéculateurs qui fixent, comme ils l'entendent, la valeur de l'euro. Une valeur pourtant décisive pour les exportations et la croissance. En Europe.

Instaurer une « autorité budgétaire » du même type, ce serait retirer aux États et aux parlements nationaux, élus au suffrage universel, qui votent les budgets l'un de leurs pouvoirs essentiels. Et, ce pouvoir ne serait pas pour autant attribué à un organisme européen démocratique, mais à un organisme qui, comme la BCE, serait entièrement soumis aux « marchés financiers » ou aux spéculateurs, ce qui revient au même.